23, 24 & 25 Février 2022

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

SALON INTERNATIONAL SUR LES ENERGIES RENOUVELABLES AU CAMEROUN : 2ème EDITION

CONFERENCE - DEBAT

RAPPORT FINAL

THEMATIQUE CENTRALE

« Les énergies renouvelables au cœur de la transition énergétique au Cameroun »

Organisé par :

Avec l'appui institutionnel :

En partenariat avec :

UNIVERSITE DE YAOUNDE I
UNIVERSITY OF YAOUNDE I

Avec le soutien de :

Sommaire

I. Contexte 2

II. Audience & Cérémonie des Awards EnR 4

1. Audience 4

2. Cérémonie des Awards EnR 4

III. Conférence débat EnR 6

1. Sujet de l'activité 6

2. Effets visés 6

3. Groupe cible et participants réels 6

IV. Déroulement et/ou résumé du contenu de conférence débat 8

1) Table Ronde 2 : Financer le développement de projets d'énergies renouvelables d'intérêt territorial. 9

Préconisation Table ronde 2 : 11

2) Table ronde 1 : Politique gouvernementale sur le mix énergétique camerounais : Loi, Appels d'offres, Normalisation, développement durable. 12

Préconisation Table ronde 1 : 14

3) Table ronde 3 : les collectivités territoriales, parties prenantes des projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables pour faciliter l'accès à l'énergie aux populations 15

Préconisation Table ronde 3 : 17

4) Table ronde 4 : Le basculement conscient du mix énergétique camerounais vers les énergies renouvelables : implication des organisations de la société civile, les PME, les ONG internationales. 18

Préconisation Table ronde 4 : 20

FOCUS TECHNIQUE 21

TRIBUNE D'EXPRESSION : 22

5) Table ronde 5 : Maitriser les défis des énergies renouvelables : enjeux liés à la réglementation, la mise en place, l'intégration au réseau de distribution et au cout de vente 23

Préconisation Table ronde 5: 25

6) Table ronde 6 : Retours d'expérience « Projets d'énergies renouvelables participatifs et citoyens » liés à l'accès l'énergie et difficultés connues par les acteurs du secteur durant la crise sanitaire de la Covid 19 et la post crise. 27

Préconisation Table ronde 6: 28

V. CLOTURE DE LA CONFERENCE DEBAT 29

Annexes : Quelques photos 30

I. Contexte

Du 23 au 25 février 2022 s'est déroulée sous le Haut patronage de Monsieur le Ministre de l'Eau et de l'Energie, au Palais des Congrès la deuxième édition du Salon International sur les Energies Renouvelables au Cameroun ponctuée d'une cérémonie des Awards EnR et une conférence débat, organisée par l'Association Camerounaise pour les Energies Renouvelables et ses partenaires.

Ce salon qui, depuis sa première édition réuni des participants de divers pays pour discuter sur la politique énergétique du Cameroun a retenu pour cette session le thème suivant : « *Les énergies renouvelables au cœur de la transition énergétique au Cameroun* ».

Une pléthore d'experts nationaux et internationaux se sont rassemblés 02 jours durant dans le cadre de la conférence débat à l'Amphi 1500 du Palais des Congrès de Yaoundé afin d'évaluer tous les aspects politiques, économiques, juridiques, financiers, pour un déploiement durable des énergies renouvelables au Cameroun les mécanismes de facilitation de l'accès à l'énergie.

Venus de part et d'autres riches d'expériences, les différents intervenants de la société civile, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, du secteur privé, du secteur public, des médias ont contribué à donner à cette séance scientifique tous les éléments nécessaires à faire progresser la filière au Cameroun.

Mais avant d'y arriver, un tour de parole a été partagé à une poignée de responsables pour un mot de bienvenue. Des différentes allocutions prononcées pour cette circonstance, notamment par le Président de l'Association Camerounaise pour les Energies Renouvelables (ACER) M. Gérard NTCHOUABIA, du représentant du Président du Syndicat des Energies Renouvelables de France, M. Cyril CARBOT par ailleurs Secrétaire Général de cette organisation française, du Directeur de l'Action à l'international de l'Agence de la Transition Ecologique ADEME France, M. Philippe MASSET qui a intervenu pour la circonstance via une vidéo envoyé au comité d'organisation, du CEO de l'Alliance for Rural Electrification M. David LECOQUE, de la Représentante Résidente pour le Cameroun et l'Afrique Centrale de la Fondation Friedrich Ebert Mme Nina NETZER, du représentant du Ministre de l'Eau et de l'Energie, M. Adolphe NDJOUKE THOME, Secrétaire Général du dit département ministériel, on retiendra que :

- Les changements climatiques sont une réalité qui invite l'ensemble des pays du monde à repenser à la politique énergétique ;
- L'industrialisation de l'Afrique est un projet qui demande une grande disponibilité énergétique ;

- Les zones agro-écologiques du Cameroun sont favorables à l'opérationnalisation de plusieurs projets d'énergies renouvelables ;
- La décentralisation est une opportunité pour le déploiement des énergies renouvelables ;
- Le partenariat international est mobilisé pour bâtir une nouvelle réalité énergétique ;
- La volonté politique et l'accompagnement des différents partenaires sont requis pour la concrétisation des projets en lien avec l'énergie renouvelable.

Ces éléments clés des différents discours qui ont réussi à planter le décor de cette rencontre, se sont poursuivis par une série de tables rondes dont la première portait sur le financement des projets d'énergies renouvelables d'intérêt territorial.

Il est à noter que les tables rondes se sont déroulés en style débat et ensuite après l'intervention des différents panélistes, ce suivait les séances de questions réponses avec les participants.

Compte tenu des restrictions sanitaires, la conférence débat se déroulait en même temps en ligne via le lien ZOOM communiqué au grand public.

II. Audience & Cérémonie des Awards EnR

1. Audience

Dans le cadre de la deuxième édition du Salon International, Monsieur le Ministre de l'Eau et de l'Energie a accordé une audience à la délégation conduite par le Président de l'ACER le mercredi 23 février 2022 à 10h. Etaient présents à cette audience, la délégation du Syndicat des Énergies renouvelables de France conduite par son Secrétaire Général, M. Cyril Carabot, la délégation de l'Alliance for Rural Electrification conduite par son CEO, M. David Lecoque, 03 PME camerounaises du secteur des énergies renouvelables, et le staff du Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE).

Au cours de cette audience, le Ministre de l'Eau et de l'Energie a présenté la situation du marché camerounais des énergies renouvelables et les opportunités à saisir par les investisseurs étrangers qui permettront de contribuer et faciliter l'accès universel à l'énergie aux populations camerounaises. Monsieur le Ministre a invité les partenaires à prendre attache avec sa direction des énergies renouvelables et de la maitrise de l'énergie pour travailler sur les projets.

Durant cette audience, le volet renforcement de capacité du personnel du MINEE a été évoqué. Un consortium d'acteurs à savoir l'ACER, le SER, l'ARE y travaille déjà à cet effet. Et le trophée d'honneur dans le cadre des Awards EnR 2022 a été remis à Monsieur le Ministre de l'Eau et de l'Energie au cours de cette audience, qui s'est excusé ne pas pouvoir être là le soir, à cause de son emploi surchargé avec la réunion mensuel des ministre conduite par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

2. Cérémonie des Awards EnR

L'association camerounaise pour les énergies renouvelables (ACER) a organisé une cérémonie des Awards, le 23 février dernier à Yaoundé, à l'effet de mettre les acteurs du secteur des énergies renouvelables, qui se démarquent dans ce domaine sous le feu des projecteurs.

Il est 22h, le 23 février dernier à l'hôtel Djeuga Palace de Yaoundé. La joie se lit sur le visage des participants de la cérémonie des Awards des acteurs du secteur des énergies renouvelables au Cameroun. C'est dans le cadre de la deuxième édition du Salon international sur les énergies renouvelables et à l'occasion de PROMOTE 2022.

Les trophées du jury ont été remis à :

- Monsieur Valérie NKUE, Directeur des Energies Renouvelables et de la Maitrise de l'Energie - Ministère de l'Eau et l'Énergie
- Monsieur Cyril CARABOT, Secrétaire Général Syndicat des Energies Renouvelables de France (SER) ;
- Madame Nina NETZER, Représentante Résidente Friedrich Ebert Stiftung – Bureau Cameroun et Afrique Centrale ;

- Prof. Benoit NDZANA, Directeur IUT Bois à Mbalmayo, Université de Yaoundé 1 ;
- Monsieur Jean Louis BAL, Président - Syndicat des Energies Renouvelables de France (SER) ;
- Monsieur Arnaud LEROY, Président - Agence de la Transition Ecologique - ADEME France

Au-delà de ces distinctions, les acteurs du terrain ont été classés dans 12 catégories et les vainqueurs par catégories :

- Trophée de la meilleure PME en énergies renouvelables - Catégorie Solar Home System (Plug and play) : UPOWA ;
- Trophée de la meilleure PME en énergies renouvelables - Catégorie Mini Réseaux PV : SOLKAMTECH
- Trophée de la meilleure PME en énergies renouvelables - Catégorie kits solaire autonome : CANOPY CAMEROUN
- Trophée de la meilleure PME en énergies renouvelables - Catégorie petite hydroélectricité : IED INVEST CAMEROUN
- Trophée de la meilleure PME en énergies renouvelables - Catégorie Pompage à eau solaire PV : INGENIUM
- Trophée de la meilleure PME en énergies renouvelables - Catégorie Centrales solaires PV : SPHINX ENERGY
- Trophée du meilleur Bureau d'études en énergies renouvelables : SOLARHYDROWATT
- Trophée du Top Manager - Catégorie masculine : CONSTANT BERNARD
- Trophée du Top Manager - Catégorie Féminine : YANPELDA IRENE ;
- Trophée du meilleur installateur solaire Catégorie Féminine : KOFA CHRISTINE ;
- Trophée du meilleur installateur solaire Catégorie Masculine : MAHI
- Trophée de la meilleure école de formation professionnelle en énergies renouvelables : CENTRE DE FORMATION POLYTECHNIQUE TEMAKO

III. Conférence débat EnR

1. Sujet de l'activité

Le choix de la thématique centrale de la deuxième édition du salon international sur les énergies renouvelables au Cameroun à savoir : «***Les énergies renouvelables au cœur de la transition énergétique au Cameroun***», a été conçu pour mettre en place un cadre de concertation en vue d'avoir des propositions pour assurer une transition énergétique viable à travers les énergies renouvelables au Cameroun, vise expressément à :

- Poser le débat sur la nécessaire transition énergétique à travers les énergies renouvelables au Cameroun ;
- Engager le plaidoyer pour la mise en œuvre d'une politique d'efficacité énergétique dans le secteur public et privé ;
- Sensibiliser sur le rôle que doivent jouer les collectivités territoriales décentralisées pour un accès durable et pour tous aux services énergétiques modernes à travers les énergies renouvelables ;
- Favoriser le développement des échanges et des relations interentreprises entre les Professionnels camerounais et leurs homologues d'ailleurs;
- Echanger les idées et informations sur les énergies renouvelables au Cameroun entre professionnels, pouvoirs publics et organisation d'encadrement et de promotion ;
- Réfléchir sur les mécanismes devant contribuer au développement local d'une industrie d'énergies renouvelables ;

2. Effets visés

L'Organisation, en marge de cette conférence débat, des tables rondes de discussion, des focus techniques et tribune d'expression ont offert l'opportunité d'un fructueux échange entre professionnels des énergies renouvelables et les institutions étatiques. La participation active de partenaires issus de ce segment d'activité porteur d'innovations technologiques promet de relever le niveau des contributions aux échanges sur les perspectives des énergies renouvelables à venir au Cameroun.

La restitution des travaux de cette conférence débat, permettra d'accompagner le gouvernement à travers le programme en cours des grandes opportunités ; pour la mise en place d'une meilleure politique fiable et forte sur les énergies renouvelables, et de faire de la transition énergétique une réalité.

3. Groupe cible et participants réels

La conférence débat a connu la participation des acteurs repartis ainsi qu'il suit :

- ***Autorités Administratives*** *: Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE), Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable ((MINEPDED), Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL), Ministère de l'Economie, de la Planification et l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI), Ministère du Commerce, Agence des Normes et de la Qualité du Cameroun (ANOR), Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL), Agence de l'Electrification Rurale (AER), Commune de Mbankomo, Commune de Nanga Eboko, Commune de Yaoundé 2, Commune de Yaoundé 4, FEICOM*
- ***Partenaires internationaux*** *: Agence de la Transition Ecologique-ADEME France, Syndicat des énergies renouvelables de France (SER), Alliance for Rural Electrification (ARE) Belgique, Friedrich-Ebert-Stiftung, GIZ - CoMSSA (Convention des Maires pour l'Afrique Subsaharienne), Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale, Union Européenne (UE), Banque Européenne d'Investissement (BEI), Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), FINERGREEN AFRICA, Power Africa Off-grid Project, Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE), BPI France, Business France, Ambassade de Guinée Equatoriale au Cameroun, ONG Scale*
- ***Organisations de la Société Civile*** *: ACER, JVE Cameroun, REFAC; SYNATEEC (Syndicat National des travailleurs de l'Energie et de l'Eau du Cameroun), African Phamaceutical Forum, Association des Ingénieurs en Energies Renouvelables du Cameroun (AIEnRC), ONG One Mission*
- ***PME nationales ayant pour activités les énergies renouvelables*** *: EDF Cameroun, Canopy Cameroun, Weey Energie Et Eau, Clean Energy Services sarl, Solkamtech, Sphinx Energy, Bercotech, Eclipse ER, Upowa, IED Invest Cameroun, Global International Energy (GIE), Ingenium Sarl, Cabinet WATT Services, Mpower, Africa Waste Energy (AWE), Solarly, Sagenie, Sapres, Tagus Drone, Eureka Energy*
- ***PME internationales ayant pour activités les énergies renouvelables*** *: Sunna Design, RAGNI Novea Energies,*
- ***Bureau d'études*** *: Bureau de recherche et d'études techniques du Cameroun (BRETCAM), S2 Services, Bureau Veritas, Egis*
- ***Universitaires*** *: Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé, IUT Bois à Mbalmayo, Ecole Supérieure des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication(ESSTIC);*
- ***Médias*** *: Africa 24TV, CRTV Télé et Radio, Canal2, Cameroon Web, Mutations, Upafrica, Journal le Repères*
- ***Populations concernées*** *: chercheur d'emploi, étudiant, Consommateur, PME des secteurs d'activités autres que les énergies renouvelables.*

On note que le groupe cible pour cette conférence débat a été atteint car chaque groupe s'est fait représenté. On note une tranche d'âge des participants tout sexe confondu compris entre 28 – 60 ans.

IV. Déroulement et/ou résumé du contenu de conférence débat

La conférence débat s'est faite sous la supervision technique de **M. Valérie NKUE**, Directeur des énergies renouvelables et la maitrise de l'énergie (MINEE), **M. NYAMSI CLOUTHE Cédric**, en charge de la rédaction des thématiques et mobilisation des experts, assisté de **M. Serge YAMOU**

Elle est animée globalement par **Prof. Benoit NDZANA** ; et deux tables rondes à savoir la 2 et 6 sont animées respectivement par **M. Cyril CARABOT** et **M. Maxime KAMDEM.**

Le rapport est fait par **Madame Lorraine TCHUISSEU, M. Blondel SILENOU et M. Hervé MAKEBEL.**

La conférence débat se déroule en style débat suivant des séances de questions réponses avec l'auditoire. La parole est donnée tour à tour à chaque intervenant.

1) **Table Ronde 2 : Financer le développement de projets d'énergies renouvelables d'intérêt territorial.**

Modération : ***M. Cyril CARABOT,*** *Secrétaire Général du Syndicat des Energies Renouvelables de France*

Les échanges de la table ronde 2 intitulée «Financer le développement de projets d'énergie renouvelable d'intérêt territorial» se sont déroulés autour d'une prise de parole successive de chacun des intervenants, ponctuées par une phase de discussions entre le panel et les participants.

Intervenant 1 : Mme Annie-Claude PIAL, *Coordonnatrice projet PUERTEM,* **Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale.**

Prenant la première la parole à elle offerte par M. Cyril CARABOT (SER France) qui a introduit et modéré cette table ronde, Mme Annie-Claude PIAL a présenté le projet PUERTEM, un projet PUERTEM mis en œuvre dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun et qui est axé sur la formation autour de l'usage des EnR. Selon elle, par la formation on peut changer les mentalités et amener les popu à œuvrer dans le sens des exigences énergétiques. Il était question d'amener les populations à comprendre le rôle négatif qu'ils jouent sur l'environnement à cause de la coupe de bois. Ainsi, le projet PUERTEM a mis en œuvre deux sous-projets :

- Un sur le foyer amélioré qui permet d'utiliser peu de bois ;
- L'autre sur les briquettes écologiques fabriquées grâce aux bouses de vaches.

Il est à retenir que le point d'orgue du projet était la formation, pour permettre aux populations de s'approprier les techniques de fabrications de ces outils d'EnR.

Intervenant 2 : M. FOUNGTONG NDJOCKSO Samuel, *Cadre à la Direction de l'Ingénierie des Projets de Développement des Collectivités Territoriales Décentralisées* **- FEICOM, il représente M. Jean Aloïse BIWOLE,** *Directeur de la coopération* **en déplacement au Kenya**

M. FOUNGTONG NDJOCKSO Samuel qui est intervenu un second lieu a indiqué que lorsqu'on parle d'EnR, il faut préciser de quel type il s'agit. En effet, toutes les EnR ne sont pas durables/propres. Les outils solaires qui sont utilisés au Cameroun par exemple ont une durée de 25ans, après ça ils sont jetés, car on ne les recycle pas encore au Cameroun. L'on devrait plutôt promouvoir selon lui, un développement de l'expertise local afin de créer des outils adaptés à notre contexte, dans la quête d'une transition énergétique juste.

Aussi, argue-t-il, le FEICOM accompagne les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans la mise en place de leurs projets de développement par l'examen de la fiabilité de ceux-ci, ainsi que leur compatibilité avec le CIF (document du FEICOM qui énumère les modalités en vue du financement de projets). Lorsque tout est conforme à ses exigences, le FEICOM débloque les fonds nécessaires à la mise en œuvre du projet directement, mais n'octroie pas de l'argent aux communes.

Les principaux problèmes que le FEICOM rencontre dans ses actions sont entre autres, la défectuosité des batteries et autres matériaux qui sont pour la quasi majorité importés, ce qui fait en sorte que leur durée soit plus limitée qu'escomptée.

Intervenant 3 : M. Steven RAULT, *Chargé de Programmes | Section Coopération (Infrastructures),* **Union Européenne (UE)**

Le troisième intervenant a souligné que de nombreux projets liés aux EnR sont implémentés dans les pays en développement en général et le Cameroun en particulier. Toutefois, les compétences locales manquent le plus souvent pour la maintenance au niveau local des infrastructures d'EnR. L'UE a financé 30 millions d'Euro pour les projets d'EnR en Afrique mais seuls 65% des fonds ont été utilisés, ce qui fait en sorte que les projets très souvent n'aboutissent pas mais les financements sont disponibles. D'autres projets sont en cours, à l'instar du projet d'extension du réseau, en rapport avec la petite hydro-électricité. L'UE a-t-il dit, continue de s'impliquer dans l'accompagnement du Cameroun à l'atteinte des 1.5 Mégawat d'EnR, notamment à travers le financement de centrales tels que la centrale de Mbakaou qui a duré 2 ans. A travers la Banque Centrale Européenne, les fenêtres de financement des projets d'électricité renouvelable sont disponibles.

Intervenant 4 : M. Nikolads MILIANITIS, *Chef de la représentation régionale pour l'Afrique Centrale*, **Banque Européenne d'Investissement (BEI)**

Après un bref rappel sur la BEI, l'intervenant a présenté quelques projets que la BEI finance en Afrique et particulièrement au Cameroun, tel que le financement en PPP du barrage hydro-électrique de Nachtigal, ainsi que des projets d'électrification rurale dans le nord du Cameroun.

Il a souligné que la BEI finance des projets sur la base de leur solidité ainsi que la passation du marché. Ainsi, elle finance aussi bien le secteur public que le secteur privé. Elle procède aussi par des facilités car elle ne finance pas des projets à moins de 30 millions d'Euro équivalents. La BEI s'attelle par ailleurs à partager les savoirs-faires avec les entreprises locales qui lui sont partenaires dans le cadre d'un rôle de développement.

Intervenant 5 : M. Jean-Jacques NGONO, *Managing Partner*, **FINERGREEN AFRICA, structure financière basée à Abidjan en Côte d'ivoire**

Dernier intervenant de ce premier tour de table ronde, M. Jean-Jacques NGONO a tout d'abord présenté FINERGREEN qui est un Cabinet de conseil international avec 10 bureaux dans le monde (Paris, Mexique, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal, etc.). C'est aussi un intermédiaire financier qui accompagne l'Etat et les acteurs locaux dans la recherche des financements. Il a déjà levé plus de 3 milliards d'Euro à travers le monde. FINERGREEN a commencé ses activités en 2015 et a des véhicules de financement des phases de développement de projets. Il travaille avec d'autres partenaires tels que la BEI pour les autres phases tels que la maturation, le bouclage et enfin le financement.

M. NGONO a précisé que les opportunités de financements pour les EnR en Afrique sont abondantes et accessibles, ce qui manque le plus ce sont des projets et surtout des bons projets banquables. Il faut donc que le secteur privé au Cameroun soit capacité pour y prendre activement part ; mais aussi, il nécessite un renforcement de la législation pour permettre aux banques locales privées de participer au financement des projets d'EnR, le cas de la petite centrale hydroélectrique de MBAKAOU est en ce sens un exemple palpable digne d'être reproduit.

Préconisation Table ronde 2 :

L'ensemble des questions adressées à ce panel ont été pour l'essentiel axées sur les stratégies à mettre en place pour accéder facilement et effectivement au financement des énergies renouvelables. A cela, les panélistes proposent :

- L'exploration des fonds disponibles en matière d'EnR ;
- La formation sur les procédures d'accès aux financements importants en matière d'énergies renouvelables ;
- La formulation des demandes de financement conformément aux exigences de chaque bailleur ;
- L'actualisation et l'enrichissement du cadre règlementaire notamment la question du Feed in tarif ;
- La mise en réseau des acteurs territoriaux pour adresser des demandes de financement.

2) Table ronde 1 : Politique gouvernementale sur le mix énergétique camerounais : Loi, Appels d'offres, Normalisation, développement durable.

***Modération* : Professeur Benoit NDZANA**

Modéré par l'un des responsables de la Norme sur les énergies renouvelables, Pr Benoit NDZANA, cette session est celle qui permit de comprendre l'urgence et l'importance d'un cadre normatif sans lequel la réputation des énergies nouvelles est mise en mal aujourd'hui au Cameroun. En effet, l'entrée incontrôlée sur le territoire des produits de basse qualité est ce qui aura fermé certains demandeurs d'énergie à l'idée d'exploration des sources renouvelables. Un panel riches de connaissances sur les contours de cette épineuse question a permis au l'auditoire d'en savoir plus.

Intervenant 1 : M. Valery NKUE, *Directeur des Energies Renouvelables et de la Maitrise de l'Energie*, **Ministère de l'Eau et de l'Energie**

Il était l'une des plus attendues de cette rencontre tant les questions gouvernementales étaient foisonnantes. En effet, il a été dit que le gouvernement camerounais à travers plusieurs projets explore les opportunités liées aux énergies renouvelables. De ces projets qui voient le jour avec le partenariat et la collaboration internationale, la filière du renouvelable au Cameroun promet de se développer de façon efficace. En effet les orientations de la politique gouvernementale sont perceptibles dans l'ambition du Cameroun de faire de 25 % la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à l'horizon 2035. Voilà l'objectif sur la base duquel les travaux, les recherches, les projets sont menés. Compte tenu de la disponibilité en matière d'hydroélectricité, d'ensoleillement, de biomasse, de géothermie ; le Cameroun se trouve en mesure de mettre sur pied un système énergétique satisfaisant pour l'ensemble du territoire. Les contraintes actuelles sont en train d'être étudiées afin que des projets voient de plus en plus le jour.

Intervenant 2 : M. Paul Aimé KEGUENI, *Sous-directeur de la programmation et l'homologation des normes*, **Agence des Normes et de la Qualité du Cameroun (ANOR)**

Il a mis en exergue le travail entamé au sein de l'ANOR pour contrôler la qualité des produits rattachés à la filière énergie renouvelable. Un comité composé d'expert en la matière renouvellent des rencontres de travail pour définir les exigences normatives pour les produits liés à la production d'énergie solaire, éolienne, petite hydro, géothermie etc.

Etat des lieux des Energies nouvelles et renouvelables à l'ANOR :

Deux comités techniques ont été mises en place à l'ANOR à savoir CT18 (aspect lié à l'électricité) et CT19 (aspect lié aux énergies nouvelles et renouvelables).

L'ANOR est actuellement à la phase de la mobilisation des ressources (techniques, financières, etc.). Après cela, elle va procéder à la pré normalisation, ensuite à une enquête qui va permettre de vérifier l'état de la qualité, ensuite une norme sera élaborée et après homologation, elle sera publiée.

Intervenant 3 : M. Chamberlain MBA ABESSOLO, *Directeur des Etudes et Travaux*, **Agence d'Electrification Rurale (AER)**

Créée par la loi n° 98/022 du 24 Décembre 1998, l'AER est un Etablissement Public Administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière dont l'organisation et le fonctionnement sont régis par le décret n° 99/193 du 08 Septembre 1999, nous a fait savoir l'orateur ;

L'AER est placée sous la tutelle technique du Ministère de l'Energie et de l'Eau, et sous la tutelle financière du Ministère des Finances. Chargée d'apporter des éléments de solutions aux besoins ruraux en termes d'électrification au Cameroun plusieurs projets par le biais de cette structure ont été réalisés et d'autres sont en cours de réalisation. L'assistance technique et financière de l'AER a permis à titre d'exemple la réalisation du projet ERD RUMPI, les projets d'électrification de 26 localités, de 33 localités, et bien d'autres à partir desquelles des communautés ont été éclairées.

Intervenant 4 : Dr Jean Joseph ATANGANA, *Directeur*, **Centre de recherches sur les questions internationales et de développement (CERDRAA)**

Véritable leçon magistrale sur la nécessité d'une transition énergétique adossée aux exigences du Développement Durable (DD), l'intervention du Dr Jean Joseph ATANGANA s'est faite autour de la question ci-après : qu'est-ce qui fait la durabilité d'un projet de développement durable ?

En réponse, l'intervenant a indiqué que la problématique du DD mise sur pied par l'ONU en 2015 avait 3 principaux objectifs :

- Eradiquer la pauvreté
- Protéger la planète
- Faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité d'ici à 2050.

Il a ensuite énuméré six principaux points cardinaux du DD en tant que processus à savoir :

- Le renforcement des capacités (mobilisation des ressources financières) ;

- L'impératif de coordination des programmes mis en œuvre par les tous les acteurs ;
- Les activités (savoir ce qui est fait et qui fait quoi)
- L'architecture qui associe les dimensions économique, sociale et environnementale ;
- La participation (implication de l'ensemble des forces) ;
- L'impératif de gouvernance (management pour l'atteinte des objectifs)

Pour lui, le DD est à la fois un enjeu (harmoniser les besoins) et un défi (stabiliser le réchauffement de la planète à 1.5°C) : trois grands points sont à retenir dans ce sens :

a. La priorité donnée par les Etats et autres acteurs de développement aux ODD

La priorité accordée par les Etats et tous les autres acteurs au DD repose sur 3 éléments :
- Le discours (ex. le discours du Président BIYA à la nation en décembre 2021) ;
- L'institutionnalisation (la SND 30 – chapitre 3 dédié aux ER) ;
- Le terrain (action des Organisations de la Société Civile).

b. Le volontarisme international et le conformisme institutionnel du Cameroun dans le domaine des EnR

La conformité du Cameroun à la norme internationale sur les EnR est déjà une caution qui favorise le développement de ce secteur. Ce volontarisme se reflète sur le terrain et est visible à travers 3 projets :
- Le projet ONUDI-FEM
- REFELAC-Cam : projet à hauteur d'1 milliard de FCFA
- Projet de décentralisation FEICOM ville moyenne mis en œuvre dans les villes de Dschang et Foumbot

Pour des besoins d'efficacité de la politique sur les ER du Cameroun, la panéliste a fait deux propositions :
1. Travailler à la création de cluster d'EnR
2. Emergence des champions de l'EnR au Cameroun pour servir à la fois de phare et de dynamique renouvelable dans ce secteur

Préconisation Table ronde 1 :

L'état à travers le ministère de l'Eau et de l'Energie doit accélérer la mise en place un cadre réglementaire sur les énergies renouvelables au Cameroun pour permettre aux investisseurs de développer des projets d'énergie renouvelables au Cameroun.

3) **Table ronde 3 : les collectivités territoriales, parties prenantes des projets participatifs et citoyens d'énergies renouvelables pour faciliter l'accès à l'énergie aux populations**

***Modération* : Professeur Benoit NDZANA**

La troisième et dernière table-ronde de cette première journée du 24 février 2022 s'est déroulée toujours sur le modèle style débat après une introduction en ligne de madame Iris NICOMEDI, *Chargée de mission* - **Agence de la Transition Ecologique ADEME France** qui a présenté l'ADEME et ses actions à l'international notamment en Afrique pour faciliter l'accès à l'énergie et le rôle crucial de cette agence en faveur des collectivités territoriales.

Intervenant 1 : M. Jean Noel OWONA, *Adjoint au Maire*, **Commune de Mbankomo**

Mbankomo est une ville située dans la périphérie de Yaoundé, qui a d'énormes problèmes d'électricité, d'où l'appel faite par l'intervenant à l'attention des bailleurs et partenaires ici présents, à soutenir et financer les projets d'EnR dans cette ville.

Intervenant 2 : Mme Mireille ATANGANA, *Conseillère technique,* **GIZ-CoMSSA (Convention des Maires pour l'Afrique Subsaharienne)**

Le GIZ-CoMSSA accompagne les communes pour l'accès l'énergie durable, il fournit un appui aux infrastructures urbaines tels que l'éclairage public dans la ville de Garoua ; la commune de Doumé qui cherche à alimenter la circonscription en eau potable grâce au solaire ; le partenariat entre les villes et renforcement de capacités par des formations sur l'éclairage public.

Les partenaires privilégiés du CoMSSA ce sont les communes. Pour adhérer, ces dernières doivent juste remplir un formulaire et l'adhésion est gratuite. On peut également le faire en ligne.

Intervenant 3 : M. Jens JAEGER, *Director of Policy & Business Development*, **Alliance for Rural Electrification (ARE);**

On note de M. Jeans que l'ARE est une association commerciale internationale qui promeut une industrie décentralisée durable des énergies renouvelables pour le 21ème siècle, activant des marchés pour des services énergétiques abordables et créant des emplois locaux et des économies inclusives.

Le bureau Afrique de l'ARE a été créé en coopération avec la Banque africaine de développement pour renforcer les activités de l'ARE en Afrique et stimuler le

développement de marchés florissants d'ERD axés sur le secteur privé sur le continent.
Objectifs:

- Mobiliser et soutenir les communautés africaines et internationales de développeurs de projets et d'investisseurs pour catalyser l'augmentation des investissements dans le Driving the Re-Birth (DRE) ;
- Accent particulier sur l'accélération de l'accès au financement, en particulier des entreprises DRE et des clients ruraux à faible revenu ;
- Stimuler le développement de mécanismes de financement innovants, mis à profit par une assistance technique et des interventions favorables au marché qui réduisent les risques pour les projets et les entreprises DRE ;
- Favoriser le développement du marché local des DRE grâce au transfert de connaissances et au renforcement des capacités des entreprises et institutions locales, y compris. institutions financières

Priorités thématiques :

- Accès au financement
- Nexus Énergie - Agriculture/Alimentation
- Électrification des soins de santé en milieu rural
- Développement des marchés DRE locaux

Intervenant 4 : M. FOUNGTONG NDJOCKSO Samuel, *Cadre à la Direction de l'Ingénierie des Projets de Développement des Collectivités Territoriales Décentralisées* **– FEICOM**

Le FEICOM est un instrument du gouvernement pour lutter contre la pauvreté. Les communes identifient des projets, les amènent auprès du FEICOM qui, après examen de la faisabilité du projet, peut les financer.

Le FEICOM a déjà financé plusieurs projets d'énergie renouvelable dans les communes ; Ce qui est noté au sein du FEICOM après financement des projets EnR auprès des CTD :

- Le manque d'expertise locale pour la réalisation des projets d'énergie renouvelable ;
- La technicité aigue pour la formulation des projets bancables ;

Intervenant 5 : Monsieur KOMNANG NGOMPO Cédric, *Chef de la cellule des projets des CTD* **– MINDDEVEL** (Ministère de la Décentralisation et du Développement Local) qui représentait M. Aurelien Patrick DATHOU, Chef de la Division de la

promotion socio-économique des collectivités territoriales décentralisés du dit département ministériel qui s'est excusé car il devrait être en mission hors de Yaoundé avec son ministre

La décentralisation telle qu'en marche au Cameroun depuis environ 02 ans investi les collectivités territoriales décentralisées de la mission de garantie au niveau local un développement satisfaisant. De ce fait, les communes sont impliquées dans les réflexions en ce qui concerne la marche vers ce développement et plus encore en ce qui concerne l'accès à l'énergie. La diversité des paysages et zones agro écologique invite chaque localité à recenser les biens naturels en mesure d'être convertis en sources d'énergie
Les communes ont la possibilité de signer des partenariats avec les autres communes à l'internationale pour la réalisation des projets. Mais pour ce faire, il se pose un problème de compétences techniques. Pour cela, le panéliste a plaidé en faveur de l'accompagnement de ces communes afin qu'elles puissent atteindre leurs objectifs de développement.

Préconisation Table ronde 3 :

L'ensemble des questions adressées à ce panel ont été pour l'essentiel axées sur les stratégies à mettre en place pour faciliter l'accès à l'énergie par les CTD.

A cela, les panélistes proposent :

- La nécessité d'implication des collectivités territoriales dans les projets d'EnR ;
- Le renforcement des capacités des organes techniques des communes pour l'accès aux financements ;
- La synergie des collectivités territoriales pour la quête des fonds ouverts aux projets d'EnR.
- Le développement de l'expertise locale pour la réalisation des projets d'énergie renouvelable ;
- La technicité aigue pour la formulation des projets bancables ;

Journée 2, Vendredi 25 Février 2022

Après avoir procédé à un rappel détaillé des travaux de la première journée, le modérateur principal de cette conférence le Pr Benoit NDZANA a annoncé le premier panel de la 2ème journée constitué d'organisations internationales, d'organisations non gouvernementales, et d'entreprises opérant dans le secteur des énergies renouvelables. L'objectif avec ces acteurs était de savoir quels rôles ils jouent, quels types d'accompagnements ils apportent pour le basculement conscient du mix énergétique vers les énergies renouvelables.

4) **Table ronde 4 : Le basculement conscient du mix énergétique camerounais vers les énergies renouvelables : implication des organisations de la société civile, les PME, les ONG internationales.**

Modération : Professeur Benoit NDZANA

Intervenant 1 : Mme Iris Nicomedi, *Chargée de Mission* **– ADEME France (en ligne)**

L'ADEME mène un projet au Cameroun sur le traitement et le recyclage des déchets électronique. Elle travaille aussi sur un autre projet qui soutient le déploiement des EnR dans 3 PED en Afrique, en partenariat avec l'ARE et dont un volet consiste à élaborer un guide technique pour l'électrification des établissements de santé en milieu rural. Le groupe de travail national français sur l'accès à l'énergie, copiloté par l'ADEME et le SER depuis 2018, a produit deux brochures qui sont mises en vitrine durant ce PROMOTE 2022 : une présentant le savoir-faire français en matière d'accès à l'énergie, qui peut aider les acteurs camerounais à trouver des partenaires français pour des projets d'EnR et un Livre Blanc qui donne des recommandations sur la mise en œuvre de projets d'EnR dans les PED.

L'ADEME a par ailleurs annoncé le lancement, le 1er mars 2022, du deuxième challenge de la **Digital Energy Facility**, un programme financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'AFD auquel l'ADEME participe cette année et qui a vocation à soutenir la numérisation et la modernisation du secteur de l'énergie.

Intervenant 2 : Mme Inès Van OLDENEEL, *Business & market Development Officer*, **Alliance for Rural Electrification (ARE)**

L'ARE est une organisation à but non lucratif qui aide les entreprises à s'implanter dans les Pays en Développement (PED) pour y développer des projets sur les EnR. Elle mène aussi des plaidoyers sur la transition vers des EnR. C'est dans ce sens que l'ARE travaille avec l'ADEME sur des projets au Cameroun. En outre, elle organise des forums et des webinaires pour permettre aux entreprises de présenter leurs projets.

Intervenant 3 : Mme Ophélie BEUSCART, *Cheffe de projet international*, **SER-France**

Le SER a été créé en 1993 et a pour vocation de développer la part des EnR dans l'offre énergétique de France, entre autres. En collaboration avec l'ACER depuis 2014, le SER participe activement à l'organisation de ce SIER depuis la première édition du SIERC en 2019. En lien avec le Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE), le SER travaille à renforcer les capacités des ressources humaines et des cadres du MINEE. Dans ce sens, il offre en partenariat avec l'ARE et l'AER, un Renforcement des Capacités avec des modules d'initialisation et de spécialisation à l'attention des équipes du MINEE.

Le GT ADEME SER sur l'accès à l'énergie est en train de réaliser des fiches de capitalisation bilingues notamment sur le nexus eau-santé-énergie. Le SER travaille également sur des propositions pour améliorer l'offre de projets sur les EnR des entreprises françaises. Par ailleurs au Cameroun, le SER, l'ACER et l'APF(African Phamaceutical Forum) ont commencé à mener des échanges au sujet des études qui pourraient être instaurées afin d'identifier les besoins précis d'électrification des établissements de santé, les cartographier et voir dans quelle mesure un programme pourrait être mis en place afin d'accélérer les initiatives du secteur.

Intervenant 4 : Mme Stéphanie NJIOMO, *Chargée de programme climat*, **FES**

Le FES a choisi de faire la promotion des EnR compte tenu des inégales répartitions de l'offre entre les zones urbaines et rurales. Sa première démarche a été d'organiser des entretiens avec les responsables communaux afin de leur expliquer la plus-value des EnR, ainsi que les modalités de mise en œuvre des projets dans ce cadre. La FES travaille aussi avec des jeunes pour favoriser un retour d'expérience dans l'optique de les capaciter pour une participation plus accrue dans les opportunités que leur offre les EnR.
La FES s'active en outre avec les entreprises à qui elle offre sa plateforme pour nourrir les échanges sur les questions en lien avec les EnR et nouer des partenariats prometteurs. Dans le même sillage, la FES travaille avec les institutionnels avec qui ils ont élaboré ensemble, un Draft de loi sur les EnR et dont les travaux sont en cours en vue d'une finalisation.

La FES est disposée à accueillir tous les débats avec tous les acteurs des EnR pour faire avancer la question. C'est ainsi qu'elle travaille avec l'ACER pour promouvoir les travaux en cours et trouver des solutions nouvelles en vue d'un basculement plus effectifs vers les EnR au Cameroun.

Intervenant 5 : M. François Rudy EKOGA OWONO, *Directeur Général*, **CANOPY Cameroun**

CANOPY travaille sur les questions environnementales de façon thématique et œuvre pour partager son savoir-faire. CANOPY travaille également à avoir de l'impact sur les questions de santé. A ce sujet, elle a déjà équipé 70 centres de santé en zone rurale au Cameroun.

M. François EKOGA a aussi souligné dans son propos que le Cameroun a un taux de couverture électrique de 74% et un taux d'accès à l'électricité de 50%. Toutefois, un constat est fait que le pays est sur une continuité géo-climatique qui fait en sorte que les pôles de production sont loin des zones de consommation, d'où il formule l'interrogation de savoir comment une PME peut-elle arriver à influer le cours des choses et donner des orientations aux institutions publics pour adresser ce gap ?
La solution selon lui que peut offrir les PME, ce sont des éléments productifs au niveau local (salon de coiffure, station de pompage d'eau, etc.) alimentés par les EnR qui sont l'alternative sûre et efficace au déficit d'énergie que connaissent les zones rurales.

Préconisation Table ronde 4 :

Au cours de la discussion durant les échanges avec les participants, une recommandation a été faite par un participant, stipulant que L'ACER devrait prendre des dispositions pour la mise en œuvre d'un projet pilote dans une de nos communes afin que celui-ci serve de modèle à suivre. Par ailleurs, pour les prochaines éditions du salon, elle devrait tout faire pour que les responsables des CTD (maires ou leurs adjoints) soient présents, car toutes les propositions et solutions émises durant ce salon les concernent.

Après le passage de ce panel riche en information, la suite a été animée par des focus technique et tribune d'expression de quelques acteurs et consommateurs de l'énergie.

FOCUS TECHNIQUE

Implémentation du nexus « santé-énergie » par Dr Prosper HIAG, Pharmacien, Président de l'APF (African Phamaceutical Forum) of FIP

Parti d'une anecdote d'un message reçu depuis le Nord ou l'énergie est inaccessible depuis bientôt 24 heures au sein d'une pharmacie, l'expert de circonstance a souligné le lien entre la santé et l'énergie en milieu rurale. En effet, la conservation des médicaments et bien d'autres services hospitaliers sont si dépendants de l'énergie que l'indisponibilité ou les coupures intempestives entrainent une prise en charge insuffisante et insatisfaisante des populations. L'énergie renouvelable viendrait donc résoudre de grands problèmes sanitaires à côté de ceux socio-économiques soulevés par les précédents orateurs.

Dr HIAG a par la suite procédé à une présentation de l'AFP dans son ensemble, ainsi que sa contribution dans le développement de l'accès à l'électricité en particulier, via les équipements d'EnR dans les centres de santé en Afrique et au Cameroun, notamment la fourniture des chaines de froid, la climatisation des locaux, la sécurisation des officines (alarmes, etc.), l'alimentation des appareils électroniques, la connectivité, etc.

Dr HIAG a clos son propos en appelant les bailleurs de fonds présents et les développeurs de projets à privilégier les zones rurales du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun, au regard de l'urgence du besoin en électricité pour les centres de santé et officines de cette partie du pays.

TRIBUNE D'EXPRESSION :

- **Présentation UPOWA par son Directeur Général Loïc DESCAMPS**

Crée par 02 français pour donner accès à l'énergie à milieu rural au Cameroun. UPOWA est au Cameroun essentiellement pour un accès des zones rurales à l'énergie. Upowa a commencé à l'ouest à Bafoussam, et aujourd'hui est basé au Centre, dans les zones rurales afin de former les managers, les commerciaux. 6 régions en vue avec bien sur le grand Nord, une antenne régionale à Bertoua, une autre à Ngaoundéré.

La particularité du modèle Upowa fait du Pay as you Go autrement appelé du crédit. Upowa est supportée par des investisseurs à impact social. Les populations remboursent sur le long terme : 24 mois. Aujourd'hui grâce à UPOWA 40 milles ménages, environ 250 milles personnes ont accès à l'énergie. Afin de réduire le gap entre zones urbaines et zones rurales cette structure propose des solutions fiables pour les ménages ruraux, luminosité suffisante pour les besoins ruraux. Ils utilisent des batteries Lithium qui sont plus écologiques en offrant 2 ans de garantie. 300 techniciens sur le terrain, un service offert 7 jours sur 7. Solutions éclairées saines, sécurisées afin d'éviter des incendies ou tout autre type d'incident. La solution est non discriminatoire. UPOWA utilise la ressource solaire et les impacts sont les suivants :

- Impact social : vivre différemment ; avoir accès à l'énergie à cout abordable, faible et sécurisée ;
- Eviter les fumées toxiques auxquelles sont fréquemment exposées les familles ;
- Impact économique : recharge des petits appareils permettant de poursuivre certains services et améliorant ainsi les chiffres d'affaires ;
- Impact intellectuel : la formation ;
- Impact écologique : réduction des émissions de CO2

La structure mis en place un système de remontée des plaintes afin de répondre aussitôt aux besoins et plaintes des populations. « Cela fait 6 ans que la première pierre a été mise en zone rurale et nous pensons à une économie circulaire derrière ce que nous faisons. Alors nous donnons priorité à la réutilisation complète ou tout au moins partielle quand cela n'est possible.

Nous nous soucions de l'équité de genre dans notre équipe de travail.

Notre vision est d'avoir des maisons connectées avec des matériels complets adaptés aux besoins des populations locales. Certains ont des activités : agricultures, éleveurs, coiffeuses, commerçants en quête des outils de conservation des produits. Les points d'irrigation sont en exploration »

5) Table ronde 5 : Maitriser les défis des énergies renouvelables : enjeux liés à la réglementation, la mise en place, l'intégration au réseau de distribution et au cout de vente

Intervention 1 : M. Ahmadou BOUBA, *Directeur de la Régulation Technique*, **Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL)**

Son intervention a permis de repasser de façon détaillé les données légales en matière d'EnR au Cameroun.

La Loi de 2011 est celle qui régit le secteur de l'énergie renouvelable. La loi rend possible :

- La facilitation fiscale et douanière sur les équipements en matière d'énergie renouvelable ;
- L'obligation de raccordement : les opérateurs ont l'obligation de raccorder sur leur réseau tout promoteur d'EnR qui en fait la demande ;
- En 2015, le Président a fixé à 25% la part des EnR dans le mix énergétique. En 7 ans nous ne sommes qu'à 3 pour cent de la part des EnR dans le mix énergétique.

Aujourd'hui la petite Hydro de Mbakaou-carrière à Tibati dans la partie septentrionale projet à 1,4 mégawatts. Le projet Huawei, 166 localités et 183 localité ont été des projets pilote. ENEO avec les centrales thermiques isolées continuent d'utiliser le gasoil ; On en a à Djoum, à Lomié.

L'ARSEL travaille sur un certain nombre de projets liés aux EnR, notamment :

- Le projet Maroua – Guider de 5 Mégawat projet en marche suivant une procédure de concurrence, il a fait l'objet d'appel d'offre sous le contrôle de l'ARSEL) ;
- Le projet solaire de l'Aéroport de Garoua de 5 Mégawat ;
- Le projet solaire à Lagdo ;
- Le projet solaire de Mbalmayo : 5 Mégawat
- Le projet à Figuil de 15 Mégawat solaire et 15 Mégawat d'éolienne

Depuis 2020 un problème hydraulique dans les cours d'eau Sanaga et Bénoué sont perceptibles. Or, ces cours qui alimentent le barrage de 600 millions de M3 auraient diminués en intensité entrainant ainsi un impact considérable sur l'équilibre Offre-Demande.

Si toutes les unités thermiques fonctionnent à plein régime, nous dépensons en moyenne 2 milliards pour le carburant par semaine.

Les centrales thermiques qui fonctionnent à partir du carburant doivent être remplacées par les Energies renouvelables pour les raisons de cout. Le carburant (fuel lourd ou gasoil) coute environ 14 milliards par an à l'Etat du Cameroun. Ce sont de véritables puits de consommation de PIB.

En ce moment, on note au Cameroun une recrudescence du déficit en ces jours du fait du faible niveau hydraulique de Memve'ele. Le barrage est ramené à moins de 50 mégawatts avec la saison sèche.

Les industriels ont dû arrêter leur production pendant la CAN pour assurer la fourniture énergétique plus ou moins continue et stable sur l'étendue nationale. Cet état des choses démontrent à suffisance l'urgence et l''importance de se pencher sur la solution du renouvelable.

Intervention 2 : M. Thiery ONAMBELE, *Expert énergie renouvelable*, **Bureau de recherche et d'études techniques du Cameroun (BRETCAM)**

Les défis en matière d'EnR sont selon l'orateur :

- Les vendeurs de Kits et les acheteurs devraient avoir un langage commun : parler de kilowatt offert et non du nombre de panneaux. Ce flou rehausse les risques de l'acheteur.
- Eliminer dans le langage d'Ampère Heure, mais plutôt de Kilowatt installé.
- Prévoir et définir le besoin en termes de Kilowatt heure consommé par jour afin de limiter les risques de mésentente entre acheteur et vendeur.

Intervention 3 : M. Durando NDONGSOK, *Directeur Général,* **S2 Services**

S2 services fait des études et non des installations sur le terrain avec une spécialité en financement climatique. Produire une énergie renouvelable financée par la finance climatique et puis revendue est leur vision. « Nous faisons un projet de foyers améliorés dans le Noun avec 20 000 à distribuer. Le cabinet a une expertise en finance climatique et pourrait accompagner les petits projets »

La règlementation : un risque majeur car nous n'avons pas de Loi quoi qu'il existe un cadre avec lequel il est possible de faire un certain nombre de choses. Il est important de concentrer les différentes Lois afin que les investisseurs se retrouvent facilement. Beaucoup d'acteurs sont désorientés par ignorance de la Loi. L'ANOR doit se mobiliser afin que les produits entrant soient de meilleure qualité et qu'il y ait moins d'entrée du matériel qui met à mal la réputation des Energies renouvelables.

Intervention 4 : M. Denis Rambaud MEASSON, *Directeur Général,* **IED Invest Cameroun**

IED développe de petites centrales hydro-électrique, a fait savoir M. MEASSON. il ajoute par la suite :

L'Etat a pour mission de garantir les ressources énergétiques à l'ensemble du territoire. Les risques sont difficilement hiérarchisables. Les uns étant autant importants que les autres :

- **Risque temporel** : difficile de quantifier ce risque. Il ne faut pas espérer des retours trop rapides, des rentabilités immédiates.
- **Risques techniques** : avec la petite centrale, la donnée disponible sur les caractéristiques hydrologiques des cours d'eaux sont très faible et très anciennes. Le changement climatique a modifié les cours d'eau pouvant servir pour la petite hydro. Mais les données n'ont pas été actualisées.
- **Risques techniques** : supervision des ouvrages. Pas de référence en matière au niveau national ;
- **Risque en terme de partenariats** : les grandes sociétés coutent très chères, les petites se jouissent pas d'une certaine fiabilité en matière d'expertise.
- Risque financier : extrêmement compliqués à mobiliser. Parfois très considérables et peu mobilisables.
- **Risques réglementaire et organisationnel** : un guichet informationnel unique serait la bienvenue.

Intervenant 6 : M. Henry S. JOB, *Chief Executive Officer*, **Sphinx Energy**

Sphinx Energy, suivant les mots de M. Henry JOB, est spécialisé dans le développement de projets de centrales énergétiques notamment le solaire, avec pour cible des projets de taille moyenne (entre 1 et 100 mégawats). Concernant ses clients, Sphinx travaille en étant connecté au réseau local, à l'exemple du réseau Corin dans le nord.

Sphinx travaille également avec des entreprises industrielles à qui il offre des solutions de vente d'électricité, location des équipements. Au Cameroun, il a des projets de 15 à 18 Mégawat sur quatre sites (02 à Maroua et 02 à Guider) développés sur le schéma IPP (ce schéma offre des prix extrêmement compétitifs à savoir 36frs le Kwh).

Aujourd'hui a indiqué M. Henry JOB, le cadre de travail créé par Sphinx va permettre aux entreprises de même type de bénéficier facilement d'un document banquable (offert par le ministère agréé). Sphinx a en outre signé un contrat avec ENEO pour injecter dans le réseau notamment à Guider, jusqu'à 17 Mégawat d'électricité, projet qui sera mis en œuvre à partir de cette année 2022.

Préconisation Table ronde 5:

- Les communes sont des partenaires privilégiés des projets liés aux EnR. Des travaux sont menés actuellement avec les partenaires européens pour multiplier ces initiatives au Cameroun.

- Le gouvernement à travers le MINEE pilote un comité dédié à l'étude sur les risques hydrologiques afin de les minimiser dans le cadre des projets et l'ARSEL dans ce cadre est chargé de collecter les fonds.
- D'ici 2024, un réseau national de projets nationaux sera développé et qui va s'étendre aux autres pays de la sous-région. Il va prendre en compte la contribution des PME dans ce processus.
- Les délibérations municipales permettent aujourd'hui aux mairies de continuer à travailler sur les projets même en cas de changement d'un exécutif communal, car les projets ne sont pas signés avec les individus mais avec les institutions.

Après le passage de ce panel riche en information, la suite a été animée par des tribunes d'expression de quelques acteurs et consommateurs de l'énergie qui ont présenté leur entreprise et la qualité de leur produit pour la promotion du Made in France à savoir : SUNNA DESIGN et NOVEA ENERGIES

6) Table ronde 6 : Retours d'expérience « Projets d'énergies renouvelables participatifs et citoyens » liés à l'accès l'énergie et difficultés connues par les acteurs du secteur durant la crise sanitaire de la Covid 19 et la post crise.

Modérateur : **M. Maxime KAMDEM**, *Cameroon Lead Advisor*, **Power Africa Off-grid Project** qui a donné la parole tour à tour aux intervenants en s'attelant directement sur le cœur du sujet de cette table ronde

Intervenant 1 : Chief François EWOUKEM ATABONG, *Président,* **SYNATEEC (Syndicat National des travailleurs de l'Energie et de l'Eau du Cameroun)**

Avant la COVID, le SYNATEEC comptait à peu près huit mille (8000) membres dont près de cinq mille (5000) travaillant sur l'énergie et le reste, sur l'eau et les mines. ENEO a tout fait pour que la COVID n'affecte pas trop ses travailleurs et donc tous ceux qui avaient des maladies métaboliques, environs cinq cent (500), ont été priés de rester à la maison. Cela a eu comme conséquence une perte par ces derniers de leurs primes de transport et de rendement. ENEO a également demandé aux entreprises sous-traitantes de se séparer d'un certain nombre de leurs employés. Par ailleurs, le renchérissement des coups du pétrole a contribué largement à rendre difficile la situation, faisant en sorte que même après la COVID, la reprise des activités et donc le retour de ces travailleurs est resté et reste encore très difficile.

Intervenant 2 : M. Bernard Constant, *Directeur Général*, **BERCOTECH**

BERCOTRECH a été créé en 2010 avec pour objectif d'assurer la maintenance des infrastructures d'eau et d'énergie. Le secteur des EnR dépend à 90% des importations, ce qui rend le travail impossible en cas d'absence de partenariat avec des pays exportateurs de ces matériaux tels que la Chine. Durant la crise de COVID, les restrictions de voyages rendaient quasi impossible la vérification de la qualité du matériel lors de sa fabrication, comme c'était le cas avant COVID. En outre, les retards de livraison et l'augmentation des prix de transports font en sorte que le coût final des produits est supérieur aux expectatives des clients. Les bailleurs de fonds ont également suspendu leurs financements, ce qui a provoqué l'arrêt subit d'un certain nombre de projets qui étaient déjà en cours.

Intervenant 3 : Mme Irène YANPLEDA, *Coordonatrice Régionale ACER pour le grand nord, Directrice* Général **WEEY Eau&Energy**

La COVID a eu un impact négatif sur un projet d'équipement de quatre cent (400) localités en énergie solaire. Ceci a joué un important coup sur le délai de livraison du projet, ainsi que le renchérissement des coûts de mise en œuvre.

Intervenant 4 : M. Jaures NYA WANDJA, *Directeur Général,* **Global International Energy (GIE)**

GIE n'a tiré aucun impact positif de la survenance de la COVID. Au contraire, les activités et objectifs attendus ont connus un important désastre. La participation à cette huitième édition de PROMOTE est un espoir que tout pourra rentrer dans l'ordre.

Intervenant 5 : M. Sylvestre KEUMOGNE, *Directeur Général,* **INGENIUM Sarl**

Durant la COVID, INGENIUM a perdu d'importantes parts de marchés, ce qui a conduit au licenciement de tout son personnel non permanent. Toutefois, un fait positif est à relever à savoir que la COVID a permis à INGENIUM de développer un dispositif de traitement d'eau notamment des eaux usées et mêmes celles émanant des excréments humains, ce qui a permis à l'entreprise de diversifier ses services et développer ou nouer de nouveaux partenariats et avoir de nouveaux marchés. Mais si cela est à mettre au registre des événements heureux indus par la COVID, l'intervenant a déploré le fait que de nombreuses autres entreprises ont dû mettre la clé sous le paillasson, au grand dam de nombreuses familles qui se sont de ce fait retrouvées dans la misère.

Intervenant 6 : M. Mesmin Flore FONDJA, *Directeur Général,* **Cabinet WATT Services**

L'activité principale de Watt services c'est la production d'énergie, surtout l'énergie solaire. Durant la COVID, WATT services a rencontré beaucoup de mal avec ses partenaires, d'aucun très intransigeant le traitant parfois de n'être pas sérieux. Pour cela, la COVID n'a pas été une bonne chose pour beaucoup d'entreprises qui ne vivaient que de leurs activités. Mais celles qui ont su s'adapter et développer de nouvelles orientations pour leurs activités ont su tirer leur épingle du jeu.

Préconisation Table ronde 6:

- La crise a entrainé dans le secteur de l'énergie renouvelable des pertes considérables d'emploi ;
- L'importation du matériel a été rendu difficile pour la réalisation des projets d'électrification d'où la nécessité de penser à la production locale des matériaux ;
- Le partage d'expérience entre expert nationaux et internationaux a été rendu difficile et parfois impossible d'où la nécessité du transfert de compétence et soutenir la recherche locale ;
- Le transfert des technologies a été considérablement réduit.
- La filière en général a connu de nombreux freins.

Tel est le panel qui marquait la fin de la dimension scientifique de ce second salon international sur les Energies renouvelables.

V. CLOTURE DE LA CONFERENCE DEBAT

Le modérateur, tout en résumant le parcours des échanges qui ont meublé cette conférence, a invité **M. Gérard NTCHOUBIA, Président de l'ACER** et **M. Valery NKUE, Directeur des énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie au MINEE et représentant du Ministre**, à prononcer les discours de clôture de ce salon.

Tour à tour, ceux-ci ont loué la qualité et la quantité des échanges qui ont animé le déroulement de cette conférence, la valeur des informations fournies et des débats constructifs qu'elles ont suscitée, ainsi que le dynamisme des participants qui ont prouvé lors des discussions avec les panélistes que la question des EnR est un sujet, un défi et un véritable enjeu pour l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Aussi, c'est tout en remerciant les différentes délégations venues d'outre atlantique pour assister à ce salon, bravant au passage les nombreuses restrictions induites par la crise sanitaire en cours, que M. Valery NKUE au nom du Ministre de l'eau et de l'Energie, pour clore cette seconde édition du Salon International sur les Energies Renouvelables au Cameroun, a invité toutes les parties prenantes présentes et celles représentées, à redoubler d'efforts, d'abnégation et de synergie pour faire du défi que représente la transition énergétique, une excellente opportunité pour le développement et l'émergence du Cameroun.

Ainsi s'achevait donc au soir du 25 février la seconde édition du salon international pour les Energies renouvelables au Cameroun organisé en marge du salon PROMOTE 2022.

Annexes : Quelques photos